

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
49 bis, rue Laplace
41000 BLOIS

BLOIS, le
19 AVR. 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



SIEOM de Mer - Vernou-en-Sologne

Mairie
41500 Mer

Références : VAT20230235
Code AIOT : 0010001799

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2023 dans l'établissement SIEOM de Mer - Vernou-en-Sologne implanté Usine d'incinération 41230 Vernou-en-Sologne. L'inspection a été annoncée le 13/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIEOM de Mer - Vernou-en-Sologne
- Usine d'incinération 41230 Vernou-en-Sologne
- Code AIOT : 0010001799
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le SIEOM (Syndicat Intercommunal d'Elimination des Ordures Ménagères) du groupement de Mer exploite une installation d'incinération de déchets (ordures ménagères et déchets industriels banals) depuis 1986. L'installation dimensionnée pour le traitement de 12 500 tonnes de déchets par an comporte une seule ligne d'incinération et fournit de la vapeur à la société KNAUF, voisine du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites réservées à l'inspection du 9 mai 2022,
- les suites réservées à l'inspection du 10 juin 2022,
- la traçabilité des déchets (registre national des déchets, terres excavées et sédiments).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent

- aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Susceptible de suites	Sans objet
4	Admission des déchets	Code de l'environnement du 13/04/2023, article R.541-48-4.I	Susceptible de suites	Sans objet
5	Traçabilité	Code de l'environnement du 13/04/2023, article R.541-43.II	/	Sans objet
8	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
9	Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
15	Contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 13/04/2023, article D.541-48-1. IV	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
3	Admission des déchets	Code de l'environnement du 13/04/2023, article R.541-48-4.II	Susceptible de suites	Sans objet
6	Traçabilité	Code de l'environnement du 13/04/2023, article R.541-45-.I	/	Sans objet
7	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
11	Contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 13/04/2023, article D.541-48-1.II	Susceptible de suites	Sans objet
12	Contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 13/04/2023, article D.541-48-1. II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 13/04/2023, article D.541-48-1. IV	/	Sans objet
16	Contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 13/04/2023, article D.541-48-1. IV	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous;

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre des déchets entrants.
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo, l'heure de la pesée du déchet - la dénomination usuelle du déchet - le code du déchet entrant - s'il s'agit de déchets POP - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle - le cas échéant, le numéro du ou des BSDD - la quantité de déchets entrants en tonnes ou m³ - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de réception si le déchet est géré par un courtier ou un négociant - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs ainsi que leur numéro de réception - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 (TTD) - le cas échéant le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la convention de Bâle.
Constats : Le registre des déchets entrants au titre de l'année 2023 ne comporte pas tous les items listés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
Observations : Le jour de l'inspection, il a été constaté que le registre des déchets entrants au titre de l'année 2023 disponible sur le site ne comporte pas tous les items listés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, notamment le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre des déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition du déchet- la dénomination usuelle du déchet- le code du déchet- s'il s'agit de déchets POP- le cas échéant le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle- le cas échéant, le numéro du ou des BSDD- la quantité de déchets sortants en tonne ou en m³- l'adresse de l'établissement- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet ainsi que leur numéro de récépissé- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé si le déchet est géré par un courtier ou un négociant- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le jour de l'inspection, il a été constaté que le registre des déchets sortants au titre de l'année 2023 disponible sur le site comporte tous les items listés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2023, article R.541-48-4.II
Thème(s) : Autre, contenu de l'attestation producteurs SPL
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article, L.2224-16 du code général des collectivités territoriales pour chaque collectivité compétente en matière de collecte.</p>
Constats : Conforme.
Observations : Pour les deux déchargements contrôlés, présence du document justifiant le respect des obligations de collecte séparée (ordures ménagères).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2023, article R.541-48-4.I
Thème(s) : Autre, contenu de l'attestation hors SPL
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation, une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : la liste de leurs obligations de tri, la description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.</p>
Constats : Absence de l'attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés (DIB).
Observations : Absence de l'attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés (DIB).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2023, article R.541-43.II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : « 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; « 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; « 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; « 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; « 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.
Constats : Absence de transmission au RNDTS (registre national des déchets, terres excavées et sédiments) du registre chronologique tenu au cours de l'année 2022 et du registre chronologique tenu à partir du 1er janvier 2023.
Observations : Absence de transmission au RNDTS (registre national des déchets, terres excavées et sédiments) du registre chronologique tenu au cours de l'année 2022 et du registre chronologique tenu à partir du 1er janvier 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2023, article R.541-45-..I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Trackdéchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Par sondage, consultation de deux bordereaux électroniques relatifs à des cendres et à des refioms. Les deux bordereaux électroniques ont été complétés pour l'ensemble des items et par l'ensemble des intervenants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Assurance Qualité des AMS – QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a été en mesure de présenter le QAL1 pour l'analyseur de poussières DUSTHUNTER SP 100. L'étendue de mesure certifiée couvre bien la valeur limite d'émission journalière des poussières. La plage de mesure utilisée peut mesurer la concentration instantanée et est au moins égale à 2 fois la valeur limite d'émission.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.</p> <p>Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p>
Constats : Le QAL2 n'est pas réalisé conformément aux normes en vigueur.
Observations : Le test de variabilité pour l'HF n'a pas été réalisé compte tenu de l'impossibilité d'établir une droite (cf point AST). Il n'est pas possible d'établir une droite d'étalonnage pour les poussières (cf point AST).
<p>L'exploitant dispose d'un contrat avec le prestataire assurant la maintenance des équipements du site. Ce contrat prévoit notamment le planning d'audit et d'enregistrements, les outils pour la maintenance ainsi que les pièces détachées en quantité voulue. Néanmoins, l'exploitant ne dispose pas de la procédure de contrôle du zéro et du gain (documentation QAL3), ni de procédures du système de gestion de la maintenance.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.</p>
Constats : L'AST n'est pas réalisé conformément aux normes en vigueur.
Observations : Il est mentionné en page 23 de l'AST réalisé en octobre 2022 qu'aucun contrôle n'a pu être réalisé lors de cette campagne pour les AMS non extractifs. Aucun test opérationnel n'a pu être réalisé en l'absence d'étalons et zéro. Les mesures d'HF lors du QAL2 sont de l'ordre de zéro et l'absence de bouteilles étalon (cf point QAL3), il est impossible d'établir une droite d'étalonnage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
Constats : Le QAL3 n'est pas réalisé conformément aux normes en vigueur.
Observations : Absence de QAL3 pour les poussières. Absence de procédures. Absence de bouteille de gaz étalon pour l'HF. Absence de lentille opacifiée pour les poussières. Les bouteilles de gaz étalon utilisées en concentration ne sont pas du même ordre de grandeur que les VLE jour. Absence de carte de contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2023, article D.541-48-1.II
Thème(s) : Autre, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes
Constats : Conforme.
Observations : Le dispositif fixe de contrôle par vidéo (1 dispositif par quai de déchargement) a été mis en place par la société GIRAULT Sécurité et est opérationnel depuis le 1er juillet 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2023, article D.541-48-1. II
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : Conforme.
Observations : Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné par l'intermédiaire des caméras situées au niveau de chaque quai de déchargement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2023, article D.541-48-1. IV
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Depuis l'installation du dispositif de contrôle par vidéo le 1er juillet 2022 jusqu'à la date de l'inspection, une seule période d'indisponibilité du dispositif a été relevée le 8 décembre 2022 d'une durée de 10 minutes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2023, article D.541-48-1. IV
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.
Constats : Absence du journal recensant les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance.
Observations : L'exploitant n'a pas mis en place le journal recensant les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2023, article D.541-48-1. IV
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et le cas échéant, l'emplacement de la caméra.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Pour les trois déchargements contrôlés, les données incluant les informations permettant de déterminer sur tout extrait de la séquence vidéo, la date et l'heure d'enregistrement ont été enregistrées numériquement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet